

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

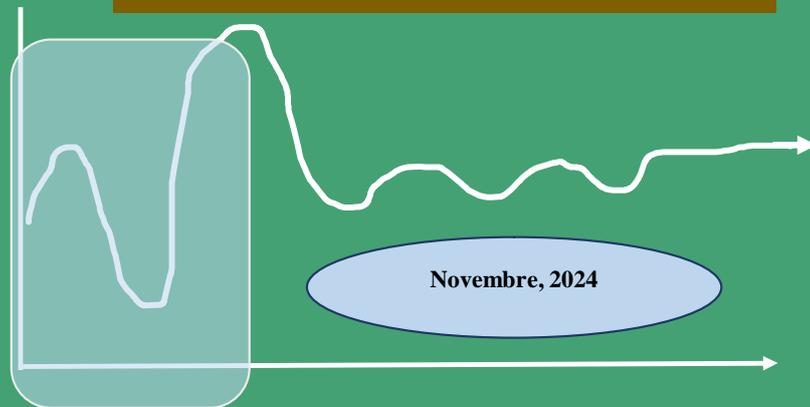
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DU BURUNDI



DEPARTEMENT TECHNIQUE: SERVICE COMPTABILITE NATIONALE

CNT

Note sur les Comptes Nationaux Trimestriels



Comptes nationaux du 2^{ème} Trimestre 2024

Cette note d'analyse résume l'évolution globale de l'économie burundaise au deuxième trimestre de 2024 sur base de l'évolution des indicateurs.

AVANT – PROPOS

Le ministère des Finances, du budget et de la Planification Economique par le biais de l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), continue d'exécuter sa mission de production et de diffusion des données statistiques pour les besoins du Gouvernement, des administrations publiques, du secteur privé, des partenaires au développement et du public, en produisant une masse importante d'informations conjoncturelles.

Le but principal des CNT est de fournir une image des évolutions économiques courantes qui soit plus actuelle que celle fournie par les Comptes Nationaux Annuels (CNA) et plus complète que celle que donnent les indicateurs à court terme. Afin de remplir cet objectif, les CNT doivent être cohérents, complets, raisonnablement détaillés, et présenter des informations actualisées. Dans la mesure où les CNT répondent à ces critères, ils peuvent servir de cadre pour l'évaluation, l'analyse et le suivi des évolutions économiques courantes. Les CNT fournissent ainsi les données fondamentales nécessaires à l'analyse du cycle conjoncturel et aux fins de la modélisation économique. Les CNT ont par ailleurs un rôle particulier à jouer pour l'élaboration des comptes en période de forte inflation et lorsque les données de base annuelles reposent sur des années budgétaires diverses. En outre, de même que les comptes nationaux, les CNT apportent un cadre théorique unificateur à la conception et à la collecte des données économiques de base ainsi qu'une structure permettant d'identifier les principales lacunes dans l'ensemble des statistiques de court terme disponibles.

En cette occasion, le Ministère tient à remercier tous les partenaires techniques et financiers du Burundi pour le soutien dont le pays a bénéficié tout au long des travaux de production de ces comptes nationaux trimestriels, sans oublier toutes les structures publiques et privées qui ont répondu favorablement aux différentes requêtes en informations indispensables à la bonne analyse des agrégats macroéconomiques. Il invite également les structures réticentes à s'associer aux autres pour répondre favorablement et ainsi permettre de rendre l'outil plus fin.

Malgré qu'il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu'il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services habilités, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, accueillerions-nous volontiers toutes observations, remarques et suggestions complémentaires qui permettraient d'améliorer la qualité de nos prochaines éditions.

LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE
LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

AUDACE NIYONZIMA

Cette note trimestrielle de l'INS du Burundi présente le PIB base 2005, qui mesure la valeur de la production de biens et de services du pays. Le PIB est calculé en fonction des activités économiques définies par les comptes nationaux annuels. On utilise l'optique production, qui se base sur des indicateurs conjoncturels disponibles pour chaque activité économique. On suit la méthode numérique (Cholette-Dagum), qui analyse le rapport entre le repère et l'indicateur, selon les conseils du FMI (voir Quarterly national Accounts manual, 2017 edition) et les données spécifiques du Burundi.

On publie les Comptes Nationaux Trimestriels sans ajuster les variations saisonnières et les jours ouvrés (CVS-CJO) dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent le trimestre analysé. Ils montrent les variations d'un trimestre par rapport au même trimestre de l'année d'avant. Ainsi, on analyse les mouvements de l'activité économique sans les effets de la saisonnalité. Les comptes nationaux trimestriels, qui ne sont pas basés sur une information économique complète comme les comptes annuels, peuvent être révisés dans les trimestres suivants.

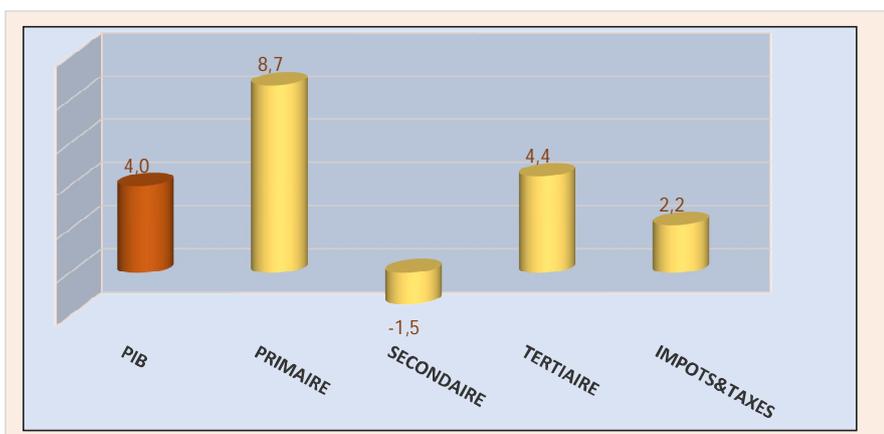
Ti_N : Correspond au ième trimestre de l'année N.

I. EVOLUTION GLOBALE

Au 2ème trimestre de l'année 2024, une croissance réelle globale de l'activité économique de +4,0% en comparaison avec le même trimestre de l'année 2023.

Cette progression résulte essentiellement d'un accroissement des activités des secteurs primaire (+8,7%) et tertiaire (+4,4%) mais cette performance est pourtant freinée par le secteur secondaire (-1,5%). La mobilisation des impôts et taxes a cru de 0,2% par rapport au même trimestre de l'année 2023.

Graphique 1 : Evolution réelle (%) du PIB au 2ème trimestre 2024



Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

II. EVOLUTIONS SECTORIELLES ET CONTRIBUTIONS

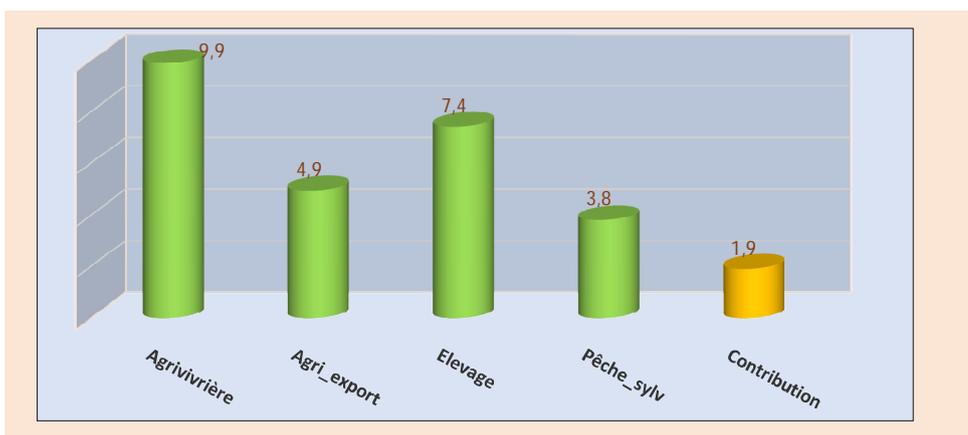
Un secteur primaire en hausse

Le secteur primaire est en croissance (+8,7%) par rapport au deuxième trimestre de 2023.

Cette croissance est soutenue par les activités de toutes les branches du primaire : l'agriculture vivrière (+ 9,9%), l'élevage (+7,4%), l'agriculture d'exportation (4,9%) et la pêche et sylviculture (+3,8%).

Au deuxième trimestre 2024, le secteur primaire contribue positivement à hauteur de 1,9 point à la croissance du PIB.

Graphique 2 : Evolution réelle (%) de la valeur ajoutée brute par branche d'activités du primaire



Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

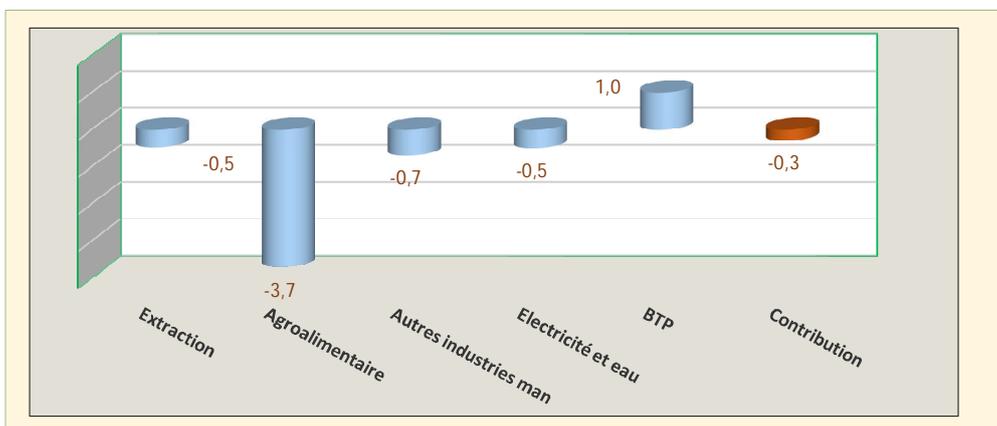
Un secteur secondaire en baisse

Au deuxième trimestre 2024, le secteur secondaire connaît une régression de 1,5 % par rapport au même trimestre en 2023.

Cette décroissance du secteur secondaire est causée par une chute des activités de l'agro-alimentaire (-3,7%), des autres industries manufacturières (-0,7%), de l'extraction (-0,5%) et de la production et distribution d'eau et d'électricité (-0,5%). Cependant, le comportement des activités de la construction publique (+1,0%) réduit la profondeur de cette baisse.

Au deuxième trimestre 2024, le secteur secondaire contribue négativement à hauteur de 0,3 point à la croissance du PIB.

Graphique 3 : Evolution réelle (%) de la valeur ajoutée brute par branche d'activités du secondaire



Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

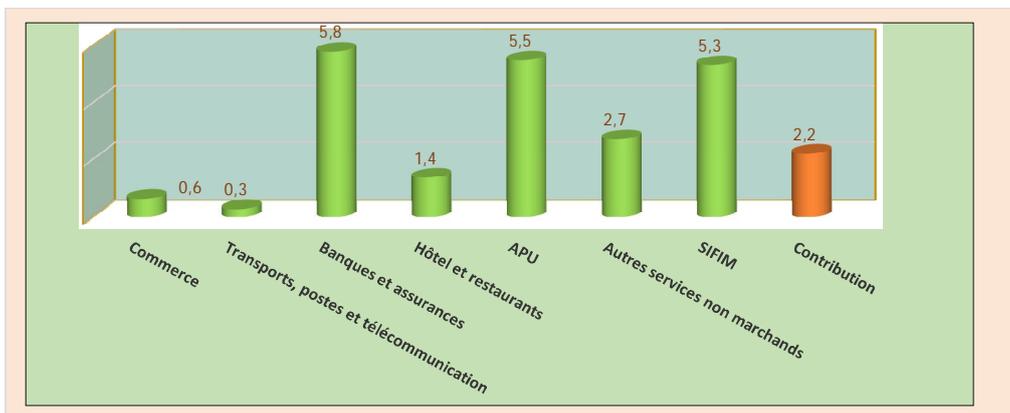
Un secteur tertiaire en accroissement.

Au deuxième trimestre de 2024, le secteur tertiaire connaît une hausse de 4,4% par rapport au même trimestre en 2023.

Cette croissance est due aux activités des banques et assurances (+5,8%), des administrations publiques (5,5%), des services d'intermédiation financière (+5,3%), des autres services non marchands (+2,7%), des hôtels et restaurants (+1,4%), de commerce (+0,6%), et de transport, poste et télécommunication (+0,3%).

Au deuxième trimestre de 2024, le secteur tertiaire contribue positivement de 2,2 points à la croissance du PIB.

Graphique 4 : Evolution réelle (%) de la valeur ajoutée brute par branche d'activités du tertiaire



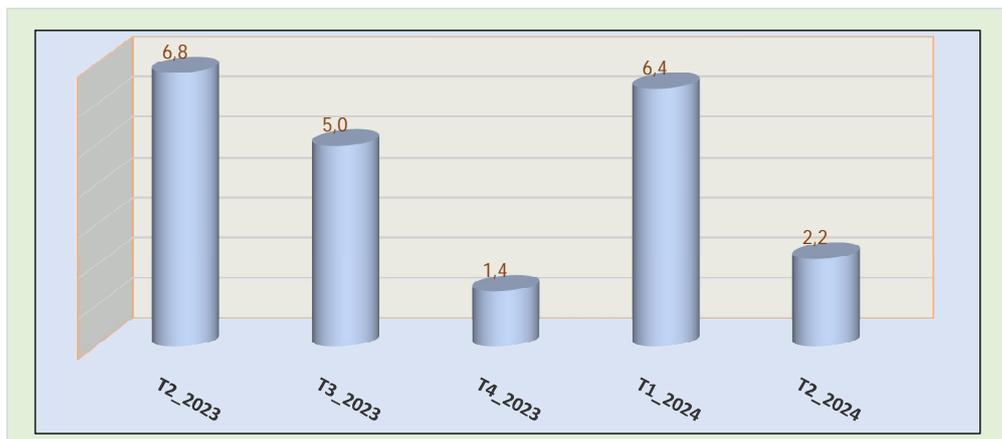
Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

Une mobilisation des impôts et taxes en croissance

Au deuxième trimestre de 2024, la mobilisation des impôts et taxes est marquée par un rythme croissant (2,2%)

Au deuxième trimestre de 2024, les impôts et taxes nets de subvention sur les produits en volume ont connu une hausse de 2,2% par rapport à la même période en 2023.

Graphique 5 : Mobilisation des impôts et taxes (en %)



Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

Annexes :

Résumé méthodologique

Nomenclature des activités et indicateurs

L'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) nécessite la mise en place des nomenclatures d'activités et de produits qui tiennent compte de la disponibilité des indicateurs conjoncturels. Ces nomenclatures doivent être cohérentes avec celles retenues pour élaborer les comptes nationaux annuels qui dérivent de la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA). Un principe d'agrégation a été retenu : disposition d'une nomenclature suffisamment détaillée pour que les erreurs sur une branche d'activité n'occasionnent pas de grandes variations du PIB trimestriel. En outre, l'on a tenu compte du secteur informel qui pose des problèmes en raison de son importance dans certaines branches et en l'absence d'indicateurs trimestriels. On utilisera alors des indicateurs indirects ou des lissages par la tendance. Ainsi, l'on est passé de 21 branches pour les comptes annuels à 17 branches pour les CNT.

Approche de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel aux prix constants est calculé selon l'approche production, en partant d'un regroupement des valeurs ajoutées des branches et des impôts et taxes nettes de subvention. Il est évalué aux prix constants de 2005, année de base des comptes nationaux annuels. Il est évalué en brut à partir des indicateurs conjoncturels non corrigés des variations saisonnières.

Méthodologie de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel est calculé selon l'approche numérique d'étalonnage et de calage, en particulier la méthode de Denton proportionnelle améliorée. Les outils informatiques utilisés sont la Macro Excel XLPBM et le logiciel ECOTRIM. Ces logiciels sont développés par le FMI et Eurostat.

Diffusion

Cette note d'analyse sur le PIB trimestriel couvre le deuxième trimestre de l'année 2023. La note d'analyse sur le PIB trimestriel est publiée au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin du trimestre. Les évolutions du PIB trimestriel sont mesurées en glissements annuels.

Note sur les changements de la série des données des comptes trimestriels

Chaque version des Comptes Nationaux Trimestriels peut comporter des changements de données sur l'ensemble de la période. Ces changements seront de moins en moins importants au fur et à mesure qu'on remontera dans le temps. Ils sont dus à des améliorations faites sur des indicateurs observés, à des révisions des données de base publiées par les sources, à l'intégration d'une nouvelle année de comptes nationaux et quelque fois à des révisions de méthodologie.

Tableau 1 : Ventilation du PIB trimestriel à prix constants par secteur d'activités et les Croissances annuelles

Branches d'activités	PIB Constant par secteur		Croissance annuelle	
	T1_2024	T2_2024	2022/2021	2023/2022
Secteur primaire	139,3	138,0	-2,3	0,8
Agriculture vivrière	117,5	109,3	-5,2	0,9
Agriculture d'exportation	19,8	27,3	5,8	0,2
Elevage	-3,9	-4,5	-50,9	5,9
Pêche et sylviculture	6,0	5,9	2,1	1,7
Secteur secondaire	106,0	110,0	2,8	3,3
Extraction	4,5	4,4	-3,5	1,4
Industrie agroalimentaire	41,3	48,5	2,0	-0,9
Autres industries manufacturières	15,9	15,7	13,6	4,1
Electricité et eau	3,6	3,4	-4,1	4,0
BTP	40,6	37,9	0,8	8,1
Secteur tertiaire	286,6	298,8	4,2	4,2
Commerce	3,0	6,2	50,8	1,1
Transports, postes et télécommunication	22,1	23,4	-13,9	3,7
Banques et assurances	62,5	42,2	-0,3	8,9
Hôtel et restaurants	16,2	24,7	1,4	1,6
Administrations Publiques_santé_éducation	219,5	231,9	4,2	4,1
Autres services non marchands	13,1	23,8	3,8	-3,6
SIFIM	-49,9	-53,5	-6,8	4,3
VA aux coûts des facteurs	531,9	546,7	2,1	3,1
Impôts et taxes	65,4	66,9	2,5	4,5
Produit intérieur brut	597,3	613,6	2,2	3,3

Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

Tableau 2 : Taux de croissance et contribution au PIB

Branches d'activités	Taux de croissance trimestriel		Contribution à la croissance du PIB	
	T1_2024	T2_2024	T1_2024	T2_2024
Secteur primaire	8,5	8,7	1,9	1,9
Agriculture vivrière	6,9	9,9	1,3	1,7
Agriculture d'exportation	16,5	4,9	0,5	0,2
Elevage	2,5	7,4	0,0	-0,1
Pêche et sylviculture	11,7	3,8	0,1	0,0
Secteur secondaire	1,0	-1,5	0,2	-0,3
Extraction	0,6	-0,5	0,0	0,0
Industrie agroalimentaire	-0,1	-3,7	0,0	-0,3
Autres industries manufacturières	-2,0	-0,7	-0,1	0,0
Electricité et eau	9,1	-0,5	0,1	0,0
BTP	2,7	1,0	0,2	0,1
Secteur tertiaire	6,4	4,4	3,0	2,2
Commerce	6,4	0,6	0,0	0,0
Transports, postes et télécommunication	9,7	0,3	0,3	0,0
Banques et assurances	12,5	5,8	1,2	0,4
Hôtel et restaurants	-18,1	1,4	-0,6	0,1
Administrations Publiques_santé_éducation	8,6	5,5	3,1	2,0
Autres services non marchands	5,6	2,7	0,1	0,1
SIFIM	14,8	5,3	-1,1	-0,5
VA aux coûts des facteurs	5,8	4,2	5,2	3,7
Impôts et taxes	6,4	2,2	0,7	0,2
Produit intérieur brut	5,9	4,0	5,9	4,0

Source : INSBU/Service de Comptabilité nationale/CNT

EQUIPE DE TRAVAIL

Directeur Général : NDAYISHIMIYE Nicolas

Directeur du Département technique : DUNIA Prudence

Chef du service « Comptabilité Nationale » : NSHIMIRIMANA Florence

Equipe technique :
NIYONSABA Floride
NIYONZIMA Violette
BARAHINDUKA Nestor

Publication et Archivages : NIMBONA Spès